



Direction générale
des services

Lunel-Viel, le 25 septembre 2019

Arrêté du Président

DGA Aménagement du territoire
Pôle des Routes et des Mobilités
Agence départementale technique Petite Camargue
90, Impasse des Roussels
34400 Lunel-Viel
Téléphone : 04.67.67 83 10

Dossier suivi par : Alain PALMA
Références PDV-2019-85-RD61-SOTRANASA-ORANGE-AIGUES MORTES

Objet : DGA AT – Autorisation de travaux n°2019-85-RD 61- Aigues Mortes –

Le président du conseil départemental de l'Hérault,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3221-4 ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code des postes et des communications électroniques ;

Vu le décret n° 97-683 du 30 mai 1997 relatif aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes prévues par les articles L.47 et 48 du code des postes et télécommunications ;

Vu le décret N°2005-1676 du 27 décembre 2005, relatif aux redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées prévus par les articles L.45-1, L.47 et L.48 du code des postes et des communications électroniques ;

Vu le Règlement de voirie départemental;

Vu l'arrêté de Monsieur le Président du conseil départemental de l'Hérault portant délégation de signature;

Vu la délibération du Conseil Général du 17 juillet 2006 fixant les redevances au titre des droits de passage des servitudes sur le domaine public routier pour les opérateurs de télécommunication ;

Vu la demande en date du 12/09/2019 par laquelle la société Orange dont le siège social est situé rue Raimon de Trencavel 34000 Montpellier représentée par Monsieur CONESA Stephane, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier départemental ;

Vu l'état des lieux du 25/09/2019,

Expose

Pour les besoins de l'exploitation de son réseau, le demandeur doit procéder à la **rehausse d'une chambre**

Arrête

Article PREMIER :

1.1 Autorisation

Le demandeur est autorisé à occuper les emplacements désignés à l'article 1.2 ci-après, situés dans le domaine public routier, pour l'installation des équipements visés ci-dessus (0 m de conduite).

1.2 Description des emplacements

- RD 61 – au PR 12+460 sous accotement

Les installations techniques (chambres, vannes, plaques...) se situeront hors chaussée et feront l'objet d'une déclaration préalable auprès des services de la mairie de d'Aigues Mortes.

Article 2 : INTERVENTIONS SUR LE DOMAINE

Les emplacements occupés font partie du domaine public routier. A ce titre, ils sont soumis aux règles de la domanialité publique et notamment à l'obligation de respecter l'affectation principale.

En conséquence, l'occupant devra s'efforcer d'apporter le moins de perturbation possible au service public de la circulation routière, affectation prééminente du domaine routier, et de la circulation des piétons en agglomération.

A cette fin, les prescriptions suivantes devront être respectées pour les interventions susceptibles d'interférer avec la libre circulation ou la sécurité des usagers. Les interventions sur le domaine public routier, notamment l'ouverture de chantiers, ne peuvent intervenir sans que les modalités et le calendrier des travaux aient été préalablement établis et les mesures de police nécessaires à la sécurité de la circulation arrêtées.

En cas d'intervention urgente, destinée à prévenir toute dégradation risquant d'entraîner la rupture des services, les préposés du pétitionnaire exécuteront les travaux nécessaires à la réparation, dans les conditions de l'arrêté permanent pour les travaux urgents exécutés par les concessionnaires.

Article 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des conditions et normes techniques et de sécurité en vigueur et du respect des conditions particulières définies aux articles suivants.

3.1 Tranchées :

Les tranchées seront réalisées suivant les recommandations du SETRA « Guide technique pour le remblayage des tranchées » mai 1994 et son complément de juin 1997. La coupe type de remblayage à respecter est jointe en annexe à la présente autorisation.

La génératrice supérieure des gaines ou conduites sera située à une profondeur minimale de 0.80 ml. Les tranchées seront refermées tous les soirs à hauteur de la couche de roulement

3.2 Découpage :

Sans objet.

3.3 Traversée :

Sans objet

3.4 Protection :

Sans objet.

3.5 Ouvrages d'Art :

Sans objet

3.6 Remblais :

Sans objet.

3.7 Prescriptions particulières :

Au vu de l'impossibilité de respecter les préconisations de profondeur minimale, une dalle de protection en béton devra être réalisée au dessus des canalisations.

3.8 Réfection provisoire - Entretien :

En cas de remise en service provisoire la tranchée devra être refermée au niveau de la chaussée avec de l'enrobé à froid et son état devra être surveillé.

3.9 Réfection définitive :

La chambre sera entourée de matériaux type PROCAMASS

Le pétitionnaire ne pourra procéder à la réfection définitive qu'après accord de l'agence départementale.

L'entreprise exécutante des travaux appellera obligatoirement le représentant de l'agence pendant le remblayage de la tranchée.

L'entreprise retournera, à l'agence Petite Camargue, l'imprimé Demande d'ouverture de chantier et Déclaration d'achèvement de travaux ci-joint, pour valider contradictoirement en présence du représentant de l'agence technique et du maître d'ouvrage ou de l'entreprise chargée des travaux, la conformité de la réparation du revêtement.

3.10 Restrictions de circulation :

Les mesures de restrictions de circulation nécessaires à l'exécution du chantier seront définies par l'agence départementale (hors agglomération) et par les services de la mairie (en agglomération).

La fourniture, la pose et la surveillance de la signalisation sont à la charge du pétitionnaire. Cette signalisation est conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire routière livre I – 8^{ème} partie modifiée.

Le pétitionnaire est informé que l'entrepreneur chargé des travaux devra demander à l'avance un arrêté de circulation préalablement avant son intervention au gestionnaire de la voie (en agglomération le Maire, hors agglomération le Président du Conseil Départemental).

3.11 Prescriptions particulières vis à vis de l'amiante

Le pétitionnaire est informé que le gestionnaire de la voirie ne dispose d'aucune information fiable sur la section de voie concernée par la présente demande, et qu'il existe un risque potentiel de présence d'amiante dans les enrobés de la voie impactée par ses travaux.

A ce titre, d'une part, conformément à l'article L 4531-1 du code du travail, il est rappelé que le pétitionnaire, en sa qualité de maître d'ouvrage, est assujéti à une obligation de diagnostic et d'information vis-à-vis de l'entreprise employeur de personnels intervenant lors des opérations de sciage, rabotage ou toutes autres opérations pouvant engendrer des poussières issues des enrobés.

Conformément aux articles R 4412-97 et suivants du code du travail, l'employeur doit mettre en œuvre des mesures de protection adaptées afin de protéger le personnel intervenant dans le cadre de ces opérations.

D'autre part, il est rappelé au pétitionnaire ses obligations en tant que détenteur de déchets contenant de l'amiante, qui doivent faire l'objet d'un traitement spécifique en matière de ramassage, de transport et de mise en décharge.

3.12 Divers

Les tampons seront clavés et mise en place de manière à ne pas être éjectés sur chaussée et ne pas représenter une nuisance sonore pour les riverains.

Les spécifications relatives à la voirie communale seront sollicitées auprès de la mairie

3.13 Mesures prophylactiques à appliquer lors de travaux à proximité des platanes:

Platanes à proximité de la chaussée / commune chancree

Les travaux sont réalisés à proximité de platanes, sur le territoire d'une commune où des antécédents de chancre coloré sont connus.

Préalablement aux travaux, l'entreprise informe les services de la DRAAF par l'intermédiaire d'une « déclaration de chantier sur platanes » (formulaire à télécharger sur le lien Déclaration de

Travaux : <http://www.fredonra.com/collectivites/le-chancre-colore-du-platane/>).

Au démarrage et en fin de chaque chantier

Afin d'éviter la propagation du chancre coloré, il est exigé des entreprises de désinfecter les parties des engins et des outils qui pourraient être à l'origine de blessures sur les platanes (engins de terrassement, raboteuses, etc...).

Cette désinfection se réalise par badigeonnage ou pulvérisation jusqu'à ruissellement d'une solution homologuée. Les produits utilisés seront uniquement à base de matières actives autorisées pour l'usage n° 11016201 « traitements généraux - traitement des locaux et matériel de culture -fongicide » et seront à faire valider par le maître d'œuvre. (liste des produits homologués à sur le lien

Liste des Produits de DESINFECTION homologués : <http://www.fredonra.com/collectivites/lechancre-colore-du-platane/>).

A l'avancement du chantier

Les raboteuses seront désinfectées en continu par adjonction du produit homologué ajouté dans la cuve d'eau. Le dosage réalisé sera strictement conforme aux prescriptions du fabricant. Les engins potentiellement « blessants » ainsi que l'outillage porté seront systématiquement désinfectés lors de la pause méridienne dans les conditions identiques à celles demandées lors du démarrage du chantier.

Après le passage des engins

Suite au rabotage de la chaussée, il sera procédé à un balayage soigneux des surfaces traitées.

Les plaies occasionnées aux arbres (branches, tronc, racines) lors des travaux, accidentelles ou non, seront dans un premier temps copieusement pulvérisées avec le même produit utilisé pour désinfecter les engins. Dans un second temps, lorsqu'elles auront séché, elles seront badigeonnées avec un produit homologué pour les « protections de plaies de taille ».

Surveillance de chantier

Les services de l'Etat, comme du Conseil Départemental seront particulièrement vigilants à la stricte application des procédures ci-dessus décrites. Des contrôles auront lieu, et tout manquement provoquera l'arrêt immédiat du chantier dans l'attente de sa mise en conformité.

Dans ce cas, les délais contractuels continueront de courir, et l'entreprise ne pourra se prémunir de ces interruptions pour prétendre à une prolongation des délais.

Article 4 : DUREE ET VALIDITE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour une période de 1 ans qui prendra effet à la date de signature du présent arrêté.

Au delà du délai de 1, cette autorisation sera renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Le Conseil départemental pourra mettre fin à cette reconduction sous réserve d'en informer le pétitionnaire par courrier recommandé avec avis de réception, deux mois avant la fin de l'année civile.

Le pétitionnaire devra signaler par courrier recommandé avec avis de réception la fin de l'occupation du domaine public au titre de la présente autorisation, au plus tard deux mois avant la date de fin d'occupation

L'autorisation est périmée de plein droit si le demandeur n'a pas engagé les travaux avant l'expiration d'un délai de un an à compter de la date du présent arrêté.

Article 5 : ENTRETIEN - REPARATION – FIN D'OCCUPATION

L'occupant s'engage à maintenir les lieux occupés en bon état d'entretien pendant toute la durée de son occupation.

Au terme de l'occupation :

- les ouvrages de génie civil (y compris fourreaux et câbles enterrés) seront soit démolis par le permissionnaire ou à ses frais, soit maintenus en l'état et incorporés dans le domaine public routier si le Département renonce à leur démolition ;
- les équipements techniques tels que câbles, fibres, dispositifs électroniques, qui sont et demeurent la propriété de l'occupant durant la permission de voirie, seront démontés par ce dernier, qui remettra les lieux en l'état primitif dans un délai de deux mois après l'accord de l'agence départementale.

Article 6 : DEPLACEMENT

En cas de travaux dans l'intérêt du domaine occupé, touchant l'un ou plusieurs des emplacements mis à disposition et conduisant soit à la suspension temporaire du fonctionnement des équipements de télécommunication, soit à leur déplacement définitif ou provisoire, soit à leur dépose temporaire,

l'administration avertira l'occupant avec un préavis de deux mois au moins avant le début des travaux, sauf urgence, en lui précisant, à titre indicatif, la durée de ces derniers.

Les incidences citées ci-dessus sur les installations de l'occupant (travaux de dépose ou de déplacement et pertes d'exploitation éventuelles), occasionnées par des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine occupé et conformes à sa destination, n'ouvrent pas droit à indemnité.

Article 7 : RELATIONS AVEC LES AUTRES OCCUPANTS

L'occupant amené à partager des installations ou à créer des installations à proximité d'installations existantes s'engage, avant d'installer ses équipements techniques sur un emplacement ou ses abords ayant déjà fait l'objet d'une permission avec les autres occupants, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place.

Si les équipements techniques provoquent des interférences avec les équipements techniques existants, l'occupant s'engage à ce que soit réalisée la mise en compatibilité. Si celle-ci s'avère impossible à obtenir, il s'engage à ne pas installer ses équipements techniques ou à les déposer.

L'occupant devra entretenir son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucune perturbation ne survienne dans l'exploitation des autres services (France Télécom, Gaz, EDF, etc....)

Article 8 : RESPONSABILITES - ASSURANCES

8.1 - Etat des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution des lieux (état des lieux de sortie).

Aucune modification des installations en place n'est autorisée. Le pétitionnaire devra présenter un avant-projet détaillé de ses équipements tenant compte des équipements existants lors de la déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

8.2 - Achèvement des travaux de génie civil

Un procès verbal de réception des travaux de génie civil sera établi contradictoirement entre l'occupant et l'agence départementale Petite Camargue

8.3 – Remise en état des lieux

Aussitôt après l'achèvement de ses travaux, le pétitionnaire est tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôt de matériaux, immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances, de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.

8.4 - Garantie

Le pétitionnaire garantit les travaux pendant un an à compter de la date du procès verbal de réception. Durant cette période, il s'engage à reprendre toute partie défailante de la tranchée dans un délai de 72 heures après mise en demeure par le gestionnaire de voirie.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons dans un délai au terme duquel le gestionnaire de voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire.

8.5 - Assurances

L'occupant sera tenu de justifier qu'il dispose de moyens financiers lui permettant de faire face aux responsabilités qu'il peut encourir, vis-à-vis du gestionnaire de la voie. Il fournira avant le début des travaux les coordonnées de la ou les Compagnie(s) d'assurances représentée(s) en Europe garantissant les risques de responsabilités civile en général et tous risques spéciaux liés à son activité et, le cas échéant, une copie de la ou des polices.

8.6 - Responsabilités

Le pétitionnaire fera son affaire personnelle de toutes les autres autorisations administratives nécessaires à l'installation de ses équipements techniques.

Le permissionnaire a la responsabilité de la réalisation de l'ouvrage faisant l'objet de la présente permission de voirie. Il est donc responsable de tous les accidents et dommages pouvant survenir au

Département de l'Hérault ou à d'autres occupants du domaine public ou encore à des tiers du fait ou à l'occasion des travaux de réalisation de l'ouvrage. Il garantira, par une assurance notoirement solvable, les conséquences des responsabilités qui lui incombent de telle sorte que la responsabilité du Département ne puisse en aucun cas être recherchée.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Tout dommage résultant pour les tiers de la présence ou du fonctionnement des ouvrages du permissionnaire devra être réparé par ce dernier.

En outre, le permissionnaire s'engage à ne pas mettre en cause la responsabilité du Département pour des accidents et dommages pouvant survenir à ses installations par tout autre occupant du domaine public.

Article 9 : REDEVANCE

L'occupation du domaine public, objet de la présente permission, est soumise à redevance.

Cette redevance est calculée globalement sur l'ensemble du réseau du permissionnaire et annuellement en application du décret 2005-1676, en intégrant les nouveaux tronçons créés, et les réseaux abandonnés.

Elle sera payée chaque année par le demandeur, en un terme, à la réception du titre de perception émis par le conseil départemental.

Article 10 : REPRESENTANT DU GESTIONNAIRE

M. le chef de l'agence départementale Petite Camargue ou son représentant est désigné, dans le respect des délégations de signature en vigueur, pour représenter le gestionnaire du domaine occupé.

Article 11 : RECOLEMENT DES INSTALLATIONS

L'occupant fournira à la réception des travaux les plans de récolement correspondants au format suivant :

- un format papier au 1/500^e
- un format informatique, fichier DXF ou DWG

L'absence de fourniture de ces documents peut entraîner la nullité de la présente autorisation sur décision de l'agence départementale.

Article 12 : RECOURS

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent, dans les 2 mois à compter de sa notification

Article 13 : PUBLICATIONS

Cet arrêté sera notifié à l'intéressé.

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Département des routes / service exploitation,
M. le Maire d'Aigues Mortes
ORANGE : stephane.conessa@orange.com

Pour le Président du conseil départemental
Et par délégation

Le directeur de l'Agence Petite Camargue



Sébastien Bossé

Nom, Raison Sociale Adresse de l'Entreprise.	DEMANDE D'OUVERTURE DE CHANTIER	
	à adresser au moins 15 jours à l'avance à : AGENCE DEPARTEMENTALE PETITE CAMARGUE 90, Impasse des Roussels 34400 Lunel-Viel	
	Date envisagée pour l'ouverture du chantier :	
<u>PDV-2019-85-SITUATION :</u> RD : 61 PR : 12+460 Commune : Aigues Mortes Prescriptions du : 25 septembre 2019	Date de la demande :	Signature
	Date de la signature de l'arrête de circulation.....	
Cadre réservé à l'AGENCE DEPARTEMENTALE :		
Motif ou Observations :	<input type="checkbox"/> O sont autorisés <input type="checkbox"/> O sont ajournés <input type="checkbox"/> O sont REFUSES Le directeur d'Agence, Sébastien Bossé	
Date:		
Dès la fin des travaux, expédier à la même adresse l'avis ci-dessous. La date de réception vaudra date de commencement du délai d'entretien à la charge du pétitionnaire avant réception définitive (maxi 1 an)		
Nom, Raison Sociale Adresse de l'Entreprise.	DECLARATION D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX	
	à adresser à : AGENCE DEPARTEMENTALE PETITE CAMARGUE 90, Impasse des Roussels 34400 Lunel-Viel	
	Travaux terminés le :	
<u>PDV-2019-85-SITUATION :</u> RD : 61 PR : 12+460 Commune : Aigues Mortes Prescriptions du : 25 septembre 2019	Date de la demande :	Signature

